

Pas de révolution sans parti révolutionnaire

Contribution générale - 38ème congrès

Parti communiste français

Introduction

A la fin de l'année, le Parti communiste français organisera son 38^{ème} Congrès, 98 ans après sa création et sa rupture avec la social-démocratie, en soutien à la révolution russe. Le congrès du PCF arrive à un moment où le parti est au plus faible niveau de son histoire, tant en terme de qualité de structuration qu'en terme d'adhésions, ou encore de résultats électoraux. Alors que la bourgeoisie ne cesse les offensives menées contre l'ensemble du prolétariat de France et les attaques impérialistes contre les autres nations, la pensée politique libérale est plus que jamais hégémonique, présente à la droite comme à la gauche de l'échiquier politique. Face aux mutations de la société et de la vie politique française, le PCF n'aura d'autre choix que d'impulser un processus de changements radicaux s'il veut survivre. En effet, la structure, l'analyse et la pratique qui en découle semblent obsolètes et ne font que de nous enfoncer plus bas que terre.

Ce congrès se veut différent des autres : Plutôt que de se contenter du système statutaire des « textes alternatifs », il s'agit ici de travailler sur un ensemble de contributions individuelles ou collectives pouvant être écrites par l'ensemble des camarades. En réalité, ce processus anarchique de préparation fausse déjà la bonne tenue des débats. Qui prendra le temps de lecture nécessaire à l'étude des milliers de contributions qui vont être remontées ? Personne. Même si l'objectif affiché semble sincère et de bonne foi, quand bien même elles étaient toutes lu, nous constatons déjà que les contributions signées par nombre de responsables ont plus de poids que les contributions des simples membres. Qui aurait pu en douter ?

Au-delà de la forme, le fond du débat n'y est pas non plus. Quel est l'intérêt du congrès d'un parti communiste ? Il n'est certainement pas dans la simple adoption de textes et vagues analyses de notre société autour de « 99% » ou de « Révolution citoyenne ». L'objectif d'un congrès est dans l'analyse de celle-ci, le bilan critique de notre action, l'organisation du parti, et la stratégie mise en œuvre pour faire avancer le processus révolutionnaire. Ici, le PCF a besoin d'une double refondation : une refondation structurelle, et une refondation idéologique. C'est ce que nous développerons ici. Nous faisons le constat qu'il n'existe aujourd'hui en France aucune organisation révolutionnaire crédible, et c'est en cela que l'adhésion au PCF semble la plus réaliste, considérant l'étendue de son réseau et la sociologie de ses membres. Néanmoins, si le PCF n'opère pas vite les changements nécessaires, alors il ne servira à rien de s'y attarder, et nous acterons que le prolétariat français aura définitivement été abandonné à son sort. Alors, Que faire ?

I- Redéfinir notre espace politique

La première question que nous devons nous poser réside dans la nature de notre organisation. A quoi sert un parti communiste ? En quoi un parti communiste est-il différent des autres partis politiques bourgeois ou prétendument socialistes ? La première réponse donnée fut formulée par les théoriciens originels du communisme, Karl Marx et Friedrich Engels :

« Pratiquement, les communistes sont donc la section la plus résolue, la plus avancée de chaque pays, la section qui anime toutes les autres ; théoriquement ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de toutes les fractions du prolétariat : organisation des prolétaires en parti de classe, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

Manifeste du Parti communiste, 1848.

Le but premier du parti communiste est clair : faire tomber la société de classes en organisant les prolétaires, femmes et hommes, les plus conscient·e-s et résolu·e-s, dans la perspective révolutionnaire. Cet objectif est toujours affiché, bien que le PCF ait abandonné depuis longtemps le vocabulaire marxiste, les principes d'organisation léninistes, et la nécessité de théorisation de la révolution. Maurice Thorez est ainsi le premier secrétaire général actant la stratégie de prise de pouvoir institutionnelle, « voie française vers le socialisme » en 1946 ; le congrès de 1976 actait la fin de la perspective de dictature du prolétariat en France ; celui de 1979 l'abandon du marxisme-léninisme ; celui de 1994 la fin officielle d'un « Centralisme démocratique » déjà largement bureaucraté.

Concernant les élections, nous pensons que le dépôt de candidatures pour un parti révolutionnaire ne peut résulter que d'une tactique précise dans le cadre d'une stratégie plus large. En effet, envisager ces candidatures de manière systématique, et donc la participation au processus électoral comme une stratégie en soit, par simple dépendance financière des dotations publiques, relève d'une compromission grossière du PCF.

Résumons la situation : nous nous retrouvons ainsi avec un parti communiste sans idéologie, sans théorisation de sa structure, sans stratégie claire de prise de pouvoir au-delà des sacrosaintes élections, et empêtré dans la préservation à tout prix de nos groupes parlementaires et municipalités. Nous sommes donc ici face à un parti fondamentalement social-démocrate dans sa structure, dans son absence d'idéologie, ainsi que dans sa stratégie.

Le problème qui se pose alors à nous est qu'en termes d'espaces politiques, la social-démocratie connaît de nouveaux acteurs. Là où le PS nous avait largement laissé la place pour se tourner vers le libéralisme dès les années 1980 et le tournant de la rigueur, Génération·s et la France Insoumise semblent nous avoir déjà dépassés. A défaut de trouver intéressantes la structure et la stratégie social-démocrate de notre parti, reconnaissons que nous ne faisons déjà pas le poids au sein de cet espace politique, et qu'il n'est pas non plus dans notre rôle de nous y trouver. L'apogée de cette situation a sûrement été dans notre participation au gouvernement libéral de la « gauche plurielle », où l'élection de 2002 nous a largement sanctionnés : l'espace politique de la gauche s'affichant révolutionnaire étant

monopolisé par les trotskistes de LO et de la LCR, atteignant à eux deux le score historique de 10% des suffrages exprimés.

Communistes, nous pensons que la révolution n'est pas qu'un slogan : c'est un objectif concret à atteindre. Nous refusons de voir le socialisme comme un simple horizon lointain que nous ne connaissons pas. Le grand soir n'arrivera pas, le capitalisme est assez fort pour survivre et s'adapter à ses propres contradictions, il est du devoir des communistes d'alimenter et d'organiser la contestation sociale en vue du renversement de la bourgeoisie. C'est dans cette perspective que nous pourrions retrouver notre tâche historique. Nous ne pouvons pas nous contenter d'être une sorte de « super syndicat », ou de « Secours populaire bis », notre rôle n'est pas là.

II- Le PCF, un parti de classe

Si le parti communiste a pour rôle le renversement de la classe dominante, c'est bien dans l'intérêt des exploité·e·s, des opprimé·e·s. Pour cela, il nous est nécessaire d'identifier le prolétariat moderne et les couches sur lesquelles nous pourrions appuyer notre travail prioritairement. Ainsi, les mutations de l'économie ont fait disparaître ou diminuer la base historique de notre parti : les grands centres industriels, réunissant des milliers d'ouvrières et ouvriers, forme d'organisation de la production permettant une forte conscience d'appartenance de classe et un vivier fort du syndicalisme.

Ainsi, l'organisation de la production évolue. Nous ne devons pas abandonner ces quelques espaces stratégiques traditionnels, principalement dans le nord et l'est, ainsi qu'en Seine-Maritime et dans les Bouches-du-Rhône. Seulement, un grand travail doit être fait concernant une plus grande implication dans les quartiers populaires, où résident en grande partie le prolétariat immigré ou issu de l'immigration, subissant des problématiques plus spécifiques. De la même manière, la libéralisation de l'économie et l'uberisation doit nous questionner sur la manière dont nous pouvons atteindre et organiser cette jeunesse jetée massivement en pâture dans un marché du travail précaire, phénomène qui ne va faire que s'accroître avec la multiplication des barrières sélectives dans l'enseignement supérieur.

En termes de structuration, le PCF doit absolument revenir à une politique de classe dans ses instances afin de promouvoir la formation de cadres issu·e·s du milieu ouvrier ou des couches les plus précarisées du prolétariat. Cela peut se traduire de trois manières : prioriser certains lieux dans notre militantisme, avoir une politique volontariste et rigoureuse de formation des nouveaux/elles camarades, instaurer des quotas dans les différentes instances locales et nationales du parti. En effet, il n'est pas normal que les membres actuels de la direction du PCF n'aient majoritairement pas un passif réel dans le monde du travail, ou soient par exemple issus de l'UEC ou de l'UNEF plutôt que du syndicalisme professionnel.

La structuration en parti de classe amène nécessairement à la question de la défense de notre classe contre les laquais traditionnels de la bourgeoisie : les fascistes. Les violences fascistes sont de plus en plus assumées et nous en faisons les frais. Le 22 mars dernier à Montpellier, une milice d'extrême droite n'hésite pas à s'en prendre à des étudiant·e·s en lutte. Dans le même temps, beaucoup de nos sections ont été vandalisées par l'extrême droite, et certain·e·s de nos ou membres ont été victimes d'agressions. Violences dans les universités, contrôle et capture de migrant·e·s à la frontière italienne, « brigades anti-trans »

dans Paris, etc. : l'extrême droite se sent pousser des ailes depuis quelques mois. Dans d'autres pays, des communistes sont lynchés et assassinés : Inde, Venezuela, Indonésie, Corée du sud, Colombie, etc.

Face aux violences que nous subissons, nous devons être en mesure de pouvoir nous défendre. Le PCF doit être en mesure de fournir aux camarades des outils de défense populaire. Nous devons renforcer notre lutte antifasciste et ne pas regarder passivement la montée de la vague brune, institutionnalisée en partie dans le Front National. Si être communiste représente un danger, alors il est du devoir du parti de former les camarades aux techniques de bases de l'autodéfense, sous forme d'ateliers. Ces derniers seraient régulièrement menés dans les fédérations, prioritairement dans les villes les plus concernées. La reconquête d'anciennes terres rouges abandonnées à l'extrême droite est une priorité. La réponse au chômage de masse des anciennes zones industrielles et rurales ne peut se faire en pointant du doigt les populations immigrées, mais dans l'unité de classe la plus large.

III- Pour un Centralisme démocratique renouvelé

Un parti communiste ne peut se prétendre révolutionnaire sans structure révolutionnaire, permettant au parti de constituer un véritable état-major du prolétariat dans la lutte des classes. Ainsi, nous avons abandonné la structure du Centralisme démocratique en 1994, sans théoriser réellement de nouvelle forme d'organisation, laissant ainsi place à une simple désorganisation généralisée du PCF. Nous sommes aujourd'hui un des partis les moins centralisés de France, et le retour au fonctionnement en tendances (Base commune et textes alternatifs) lors des congrès permet de catalyser et réduire les réels débats, désormais résumés en quatre ou cinq textes. Cette nouvelle structure n'est donc qu'une structure en tendances : organisation traditionnelle des partis sociaux-démocrates, sauf qu'elle ne s'assume pas entièrement de par l'histoire du parti et une tradition unitaire forte.

Il s'agira ici pour le PCF de penser à nouveau le Centralisme démocratique, assurant la liberté de débat, le refus de toute organisation de tendances ou fractions, la double responsabilité des cadres devant leur base et la structure supérieure, la soumission de la minorité à la majorité, la supériorité de l'échelon supérieur sur l'échelon inférieur, l'application par toutes et tous des décisions collectives. Seul le Centralisme démocratique permet une réelle unité d'action. L'assurance de la bonne tenue des débats et la discussion dialectique seigne au sein du parti permet l'harmonisation idéologique, et la participation du plus grand nombre à l'élaboration de la ligne assure une discipline consciente efficace dans l'ensemble de la structure.

Dans cette perspective, il s'agirait pour le parti de réduire le nombre de ses cadres, notamment nationaux, le Conseil national devant être drastiquement réduit et uniquement composé de camarades entièrement disponibles pour effectuer ses tâches. Il s'agirait ainsi d'assurer un suivi national régulier de l'activité des fédérations et des plus grandes sections, suivant des objectifs clairs fixés dans chaque territoire, en lien avec la stratégie nationale. Le CN associerait aussi l'ensemble des secrétaires fédéraux à ses réunions et ses travaux, garant·e·s du lien entre le terrain militant et la direction du parti.

Dans la perspective de restauration du Centralisme démocratique, il s'agirait aussi de garantir des cadres d'expression seins à tous les échelons du parti, avec un cadrage systématique des interventions (interventions synthétiques, non répétitives, limite de temps de parole, etc.), ainsi qu'un tour de parole à double marge, laissant la priorité aux camarades s'exprimant peu. Quant à l'ensemble des responsables du parti, ils et elles ont le devoir d'exprimer leurs désaccords lors de chaque réunion. Dans cette perspective, il serait prioritaire de s'opposer à toute attitude fractionniste en associant l'ensemble des fractions existants déjà de facto dans le PCF afin de trouver des débouchés politiques sérieux aux multitudes de crises et de désaccords idéologiques à résoudre. Une fois ce processus achevé, toute activité fractionniste devrait être sanctionnée par une exclusion du parti.

La structure de parti de masse, héritée de la vieille SFIO, constitue une incohérence idéologique pour un parti révolutionnaire, les masses n'étant pas spontanément révolutionnaires. Cette structure a permis de nombreuses avancées sociales, notamment en lien avec la CGT, mais ne permet pas un niveau de discipline et de rigueur assez forte pour penser la prise de pouvoir. Le PCF a été, avec le PCI, l'archétype du parti de masse ayant rejoint la IIIème Internationale à sa création. Le premier est très mal en point et infesté de révisionnistes et d'opportunistes, le second n'existe plus, ayant plié plus tôt aux sirènes du libéralisme. Afin de répondre à cette contradiction, nous devrions nous résoudre, comme nos camarades du Parti du Travail de Belgique (PTB), à envisager plusieurs niveaux d'adhésion au parti, suivant notre implication et niveau de formation, chaque niveau d'adhésion offrant des droits et devoirs spécifiques vis-à-vis du parti. Enfin, la priorité doit aussi être mise dans la formation des camarades, avec par exemple la mise en place de trois niveaux de formations différents proposés tous les ans et obligatoires, afin de permettre à l'ensemble des membres de s'approprier les orientations et prendre part aux débats.

IV- Un parti catalyseur des luttes

Le mouvement révolutionnaire français est donc nul aujourd'hui. L'ensemble des organisations sociales historiques sont au plus bas, le libéralisme à son apogée, et la social-démocratie connaît un renouveau autour de la FI et Génération·s.

Afin de reprendre les rênes de la contestation, le PCF doit impérativement définir des stratégies d'investissement et de coordination de ses membres dans chaque territoire où il est présent, dans chaque entreprise, dans chaque université ou centre de formation. L'investissement et la coordination des communistes dans les syndicats ou associations est un impératif pour reconstruire le mouvement social. Il s'agit ici de permettre aux communistes d'organiser leur milieu de manière cohérente, avec des outils permettant un lien large et direct avec la population. Il s'agit de gagner la confiance de celle-ci et de faire de l'action concrète dans nos entreprises, dans nos universités, ou nos quartiers.

Ainsi, chaque responsable syndical ou associatif doit avoir des liens réguliers avec sa direction politique, rendre des comptes sur son activité, et participer à l'élaboration de la stratégie du parti communiste, qu'il soit responsable local ou national d'une structure. Il s'agit de s'assurer la meilleure conduite possible de l'action du parti.

Concernant les communistes ayant des mandats publics, il faut être clair sur le caractère non personnel de ces mandats. Les élu·e·s sont au service du parti et des luttes, et ne sont pas là

en leur nom propre. Ils ont le devoir de rendre des comptes régulièrement au parti, et la discipline de vote doit être systématiquement respectée afin que les communistes ne soient audibles que d'une seule voix. L'exemple du vote sur l'état d'urgence est flagrant : Notre groupe au sénat s'est abstenu tandis que celui de l'Assemblée nationale a voté pour sa mise en place, brouillant toute expression claire des communistes sur le sujet. Nombre d'élus ont actuellement un comportement opportuniste et se servent de leur notoriété publique et de leur mandat pour faire pression sur le parti et y avoir une place particulière : ils doivent être exclus. Les élus communistes doivent donc être un outil parmi d'autres au service des luttes, et constamment apparaître sur le terrain. Ils et elles sont un outil constant de soutien des luttes sociales du pays : manifestations, grèves, occupations, les élus doivent être présents, connus et reconnus par la population.

V- Oppressions systémiques

Le dernier point de cette contribution porte sur les oppressions systémiques, c'est à dire la manière dont la lutte des classes divise notre société en groupes antagonistes de dominants et de dominés afin d'assurer la reproduction des privilèges d'une classe (on pense instinctivement à la bourgeoisie évidemment, mais comme le disait Engels "Dans la famille, l'homme est le bourgeois; la femme joue le rôle du Proletariat." Il existe donc d'autres groupes dominants dans la société). Le genre, la classe, la race sont autant de groupes arbitraires qui structurent aujourd'hui le capitalisme et dont il bénéficie largement.

On dénombre donc parmi les oppressions systémiques, l'homophobie, le sexisme, le racisme, la transphobie. Énormément de travaux (universitaires ou non) et de débats ont lieu sur ces sujets afin d'analyser leur rôle dans la lutte des classes et leurs conséquences sur la société et les individus qui la composent. Il est grand temps que le parti communiste apporte aussi sa contribution au débat, d'autant plus qu'il y a là aussi un terrain d'affrontement intense entre libéraux et matérialistes. Les analyses libérales, essentialisantes et individualistes mettent en péril à la fois nos luttes et la vie des personnes concernées.

Le parti n'a jamais vraiment fait ce travail. Le féminisme a été analysé sous l'angle quasi uniquement de l'égalité salariale et marginalement des violences faites aux femmes. Les revendications historiques des marxistes de la fin de la famille, première vectrice pour les femmes de l'exploitation et des violences, sont tombées aux oubliettes, et on ne travaille pas plus sur la question essentielle du dépassement du genre. Aussi liées au patriarcat, les violences homophobes et transphobes sont en recrudescence dans la société, sans que les camarades puissent se saisir correctement des enjeux en l'absence d'une analyse sur le genre et les orientations sexuelles.

L'antiracisme au sein de notre parti se limite à une condamnation morale totalement inefficace face à un système implacable. Pourtant le racisme et l'impérialisme sont au fondement du capitalisme et s'exonérer de cette réflexion nous empêche de recruter les personnes qui vivent le racisme.

Une analyse intersectionnelle et matérialiste des oppressions est donc nécessaire, et peut représenter une vraie chance: celle de se réapproprier une réelle analyse, économique, sociale et politique de la lutte des classes, actuellement diluée dans des discours idéalistes

inoffensifs qui nous distinguent assez peu des parti sociaux-démocrates qui meurent aujourd'hui.

Au sein même de notre parti, ces oppressions persistent. Les violences sexistes et homophobes ou transphobes sont quotidiennes, des fantasmes nauséabonds sur nos quartiers populaires et les personnes racisées (*personnes victimes de racisme, assignées à une catégorie socialement construite en raison d'une origine, couleur de peau ou appartenance religieuse réelle ou supposée, justifiant une oppression raciste*) qui y habitent persistent impunément. Des hommes de pailles bien pratiques sont utilisés régulièrement pour discréditer les camarades qui veulent apporter ces sujets sur la table (les FEMEN, le PIR...).

Des outils de lutte contre ces discriminations sont mis en place avec difficultés et réticence, des réunions non mixtes commencent à apparaître pour parler des violences subies et trouver des solutions collectives contre. La parité ne doit pas non plus être vue comme un idéal à atteindre dans un futur distant, mais bien comme un des outils qui mettra fin à la domination patriarcale au sein de notre parti.

Il faut bien penser que les cadres d'organisation non mixtes sont également adaptés pour organiser la lutte contre le racisme. On a l'habitude de dire (parce que c'est une réalité!) que Rosa Parks a été formée et a préparé sa rébellion iconique en non mixité...

La formation de tous les camarades sur ces questions est essentielle, d'autant que c'est une source quotidienne de honte que de voir des camarades hommes importuner des femmes à l'occasion d'évènements militants ou de simples diffusions de tracts, de voir impunément des camarades dans les sections utiliser des insultes homophobes « pour rigoler », ou encore de voir des camarades racisé·e·s partir à force d'être simultanément méprisés et utilisés comme faire-valoir.

Le collectif Fièr·e·s et Révolutionnaires (qui existe depuis 1994!) doit enfin pouvoir être considéré par tous et toutes comme une instance officielle du parti. Il doit également de son côté prendre sa part de travail théorique sur le genre et le capitalisme.

Le parti commence à sanctionner les actes de violences physiques ou verbales, bien que l'omerta règne encore. Mais la libération progressive de la parole des femmes notamment, provoque des réactions positives chez les camarades : beaucoup d'entre nous ne veulent plus se taire et laisser faire. L'attitude du parti doit aussi être claire sur ces questions lorsqu'elles lui sont posées : protection et aide des victimes, sanction de l'agresseur. « La honte doit changer de camp » n'est pas qu'un slogan. Un réseau de « personnes de confiance », dont les contacts seraient accessibles à l'ensemble des membres, garantissant l'anonymat, pourrait ainsi être mis en place au sein du PCF afin de pouvoir recueillir les témoignages des victimes et agir avec elles contre la personne mise en cause. Le parti se doit de proposer un soutien psychologique et juridique aux victimes si elles ci le souhaitent.

Conclusion

Le Parti communiste français, fort de 98 ans d'histoire, ne répond plus aux aspirations populaires et n'est pas en mesure de leur fournir un débouché politique crédible. Alors que la situation politique française nécessite plus que jamais un parti communiste fort, le PCF est dans l'incapacité d'organiser et de structurer la contestation sociale en France. Pire, il perd déjà du terrain face aux nouvelles structures de la social-démocratie, notamment la France Insoumise, qu'il a contribué à impulser dès 2012 en s'effaçant devant l'ex-socialiste Jean-Luc Mélenchon, monopolisant ainsi le terrain médiatique à la gauche du gouvernement. S'il veut survivre et retrouver sa raison d'être, le parti communiste se doit de renouer avec la tradition révolutionnaire marxiste et d'élaborer en conséquence une autre stratégie de prise de pouvoir. Cela passera notamment par un changement et un approfondissement radical des analyses et pratiques concernant les oppressions systémiques, jusque-là largement délaissées par le PCF. La révolution n'est pas qu'un slogan, c'est un objectif concret à atteindre. Celle-ci se déroule actuellement ailleurs dans le globe, dans l'indifférence de la large majorité des organisations communistes et ouvrières. Bien que menacée, elle est en œuvre à Cuba sous la direction du PCC. Elle ouvre aussi une brèche au Venezuela, malgré de nombreuses contradictions stratégiques. La révolution est aussi une réalité au Rojava sous la direction du PKK, en Inde sous la direction du PCI(M), ou encore aux philippines sous la direction du PCP. Ainsi, la solidarité internationale et le bénéfice de trouver des inspirations théoriques et pratiques de ces révolutionnaires est un devoir du Parti communiste français, la révolution ne s'étant pas arrêtée en 1991. Considérant l'ensemble des tâches qui incomberont au congrès extraordinaire du PCF, le travail semble immense. Tâchons de veiller à ce que celui-ci retrouve sa raison d'être et engage un maximum de transformations pouvant répondre à cet enjeu historique, car il n'y a pas de révolution possible sans parti révolutionnaire.

Signataires :

Edouard Le Bert, Assistant d'éducation, fédération d'Ille-et-Vilaine (35),

Mathilde Beuscher, Secrétaire, fédération du Rhône (69),

Jean Couquet, étudiant en Droit, fédération de l'Hérault (34),

Ozge Yalpir, étudiante en Humanité et Sc de l'information, fédération du Nord (59),

Cécile Alphon-Layre, étudiante en Master de Sociologie, fédération du Gard (30),

Anaïs Devezin, étudiante en Hist. de l'Art et Archéologie, fédération de la Vienne (86),

Marie-Alice Minassian, étudiante en biologie, fédération des Bouches-du Rhône (13).